

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Procédure 2026142

Appel d'offres ouvert

NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE DE BATIMENTS DE LA CPAM DU HAUT-RHIN

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Pouvoir adjudicateur qui passe le marché :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin
19 boulevard du Champ de Mars
68022 COLMAR CEDEX

Date limite des questions : vendredi 06 mars 2026

Limite de réception des candidatures et des offres : mercredi 18 mars 2026 à 12h00

Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives de la CPAM du Haut-Rhin fera foi.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. NATURE, FORME ET OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1. Nature juridique et forme.....	4
1.2. Parties contractantes.....	4
1.3. Titulaire du marché et élection de domicile.....	4
1.4. Objet du marché – nature des prestations.....	5
ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5. QUANTITÉS ET ÉTENDUE	7
5.1. Minimum et maximum des commandes.....	7
5.2. Réalisation de prestations similaires.....	7
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE	7
6.1. Obligations du titulaire.....	7
6.2. Modalités d'acceptation du sous-traitant.....	7
6.3. Modalités relatives au paiement du sous-traitant.....	8
ARTICLE 7. PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS	9
7.1. Les prestations réalisées dans le cadre du forfait.....	9
7.2. Les prestations hors forfait – bons de commande.....	9
ARTICLE 8. DÉFINITION DES PRESTATIONS.....	10
8.1. Obligation de résultat.....	10
8.2. Continuité de services.....	11
8.3. Reprise du personnel.....	11
8.4. Modalités de communication entre les parties – réunion de démarrage.....	11
8.5. Accès aux locaux.....	11
8.6. Systèmes de sécurité dans les bâtiments de l'organisme.....	12
8.7. Engagement environnemental.....	12
8.8. Normalisation et respect de la réglementation.....	12
8.9. Plan de continuité d'activité.....	12
8.10. Délais, admission, réfaction et rejet.....	13
8.11. Situation de compte.....	13
ARTICLE 9. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN	14
9.1. Modifications non substantielles.....	14
9.2. Clauses de réexamen.....	14
ARTICLE 10. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
ARTICLE 11. CONFIDENTIALITÉ – LIVRET DE SÉCURITÉ DU PRESTATAIRE	15
11.1. Confidentialité - RGPD.....	15
11.2. Livret de sécurité du prestataire – liste à émarger.....	16
ARTICLE 12. CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ	17
12.1. Forme du prix.....	17
12.2. Nature du prix.....	17
12.3. Contenu du prix.....	17
12.4. Mise à jour du prix - révision.....	17
ARTICLE 13. FACTURATION.....	18
13.1. Modalités relatives à la facturation.....	18
13.2. Modalités de transmission de la facturation.....	19
ARTICLE 14. NANTISSEMENT OU CÉSSION DE CRÉANCE	19
ARTICLE 15. ACOMPTES ET AVANCES	20
15.1. Acomptes.....	20
15.2. Avances.....	20
ARTICLE 16. RÉGLEMENT	20
ARTICLE 17. PÉNALITÉS.....	21
17.1. Pénalités pour non-conformité relative à la qualité.....	21
17.2. Pénalités spécifiques.....	22
ARTICLE 18. DOMMAGES ET RESPONSABILITÉ	22
ARTICLE 19. ASSURANCES	23

ARTICLE 20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	23
ARTICLE 21. STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS.....	23
ARTICLE 22. RESILIATION DU MARCHÉ.....	23
ARTICLE 23. LITIGES, LANGUE ET MONNAIE	24
ARTICLE 24. DEROGATION AU CCAG FCS	24

Préambule - Présentation de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin

⇒ Statut et missions :

La CPAM du Haut-Rhin est un Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public. Son action s'exerce dans le département du Haut-Rhin.

Elle assure des relations de proximité avec les publics de l'Assurance Maladie et ses missions principales sont :

- Affilier les assurés sociaux et gérer leurs droits à l'assurance maladie ;
- Traiter les feuilles de soins et assurer le service des prestations d'assurance maladie et d'accidents du travail / maladies professionnelles ;
- Appliquer chaque année, en relation avec les professionnels de santé, un plan d'action en matière de gestion du risque ;
- Développer une politique de prévention et de promotion de la santé ;
- Assurer une politique d'action sanitaire et sociale par des aides individuelles aux assurés.

⇒ Périmètre géographique :

Les prestations prévues dans le présent marché concerneront des bâtiments de la CPAM du Haut-Rhin situés à COLMAR (68000) :

- Siège : 19 Boulevard du Champ de Mars
- Centre de Santé Dentaire : 1 rue de Reims.

Il est précisé que les présentes prestations concernent notamment le Siège actuel de la CPAM du Haut-Rhin, 19 Boulevard du Champ de Mars à Colmar. Ce siège est amené à être déplacé vers un autre bâtiment de Colmar, qui fait actuellement l'objet d'une opération de réhabilitation. L'achèvement des travaux est prévu pour le 1^{er} semestre 2028, au cours duquel les agents du Siège actuel de la CPAM du Haut-Rhin intégreront ce site réhabilité. Le présent marché porte donc sur la période qui précède cette intégration.

SIGLES

AE	Acte d'Engagement
CCAG-FCS	Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCP	Code de la Commande Publique
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CSD	Centre de Santé Dentaire
BPU	Bordereau des Prix Unitaires

ARTICLE 1. NATURE, FORME ET OBJET DU MARCHE

1.1. Nature juridique et forme

Le présent marché est un marché privé passé en application du code de la commande publique et est soumis aux conditions de passation et d'exécution prévues pour les marchés de l'État, selon les dispositions de l'article L124-4 du code de la sécurité sociale modifié.

La procédure de consultation est l'appel d'offres ouvert, par référence aux articles L2124-2, R2124-2 et aux articles R2161-2 à R2161-4 du code de la commande publique.

Le marché porte sur des prestations de services et se présente sous la forme d'un marché composite :

- ✓ marché ordinaire pour la partie à prix forfaitaire et global relative aux prestations récurrentes de nettoyage des locaux et de la vitrerie intégrant les fournitures, consommables et produits d'entretien nécessaires tel que décrit dans le CCTP,
- ✓ accord cadre exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour les prestations hors forfait (selon les dispositions de l'article R2162-2 du code de la commande publique). La partie à bons de commande du marché est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 10 000 € HT/an.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations objet du présent marché et à respecter l'ensemble de la réglementation y afférent.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

1.2. Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

- **La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin**
19 boulevard du Champ de Mars
68022 COLMAR CEDEX



représentée par son Directeur et désignée dans le présent CCAP par l'expression « le pouvoir adjudicateur »,

Et d'autre part,

- **Le Titulaire du marché**, désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

1.3. Titulaire du marché et election de domicile

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le vocable « le titulaire » sont précisées à l'article B1 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1). Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur la partie B1 de l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit la CPAM du Haut-Rhin par lettre recommandée avec avis de réception postal.

1.4. Objet du marché – nature des prestations

L'intitulé du présent marché est le suivant :

Procédure n°2026142

Nettoyage des locaux et de la vitrerie de bâtiments de la CPAM du Haut-Rhin

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de services qui a pour objet la mise en œuvre de prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie du bâtiment des organismes de Sécurité Sociale du Haut-Rhin (locaux administratifs, techniques, ...) afin de les maintenir dans de bonnes conditions de propreté, d'hygiène et de confort pour le personnel et les usagers.

Il est rappelé que les principales prestations attendues sont :

- le nettoyage courant des locaux ;
- le nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure ;
- le nettoyage spécifique des sols ;
- le nettoyage et entretien des locaux sensibles (locaux informatiques et archives) ;
- l'enlèvement des déchets ;
- la mise en place des consommables fournis par la CPAM ;
- les prestations d'ouverture et de fermeture des portes ;

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché.

La partie forfaitaire concerne les prestations à exécuter de manière récurrente et la partie à bons de commande concerne les prestations ponctuelles hors forfait identifiées dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire du marché s'engage à une obligation de résultat. Il s'agit d'une obligation en vertu de laquelle le titulaire est tenu d'un résultat de qualité, précis et vérifiable.

Sa responsabilité sera engagée sur la simple constatation que le résultat attendu n'a pas été obtenu.

Il appartient au titulaire d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté ainsi que l'obtention du niveau de qualité requis par l'organisme.

ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti, il sera donc conclu avec un prestataire unique. Il ne semble pas possible d'identifier des prestations distinctes susceptibles de constituer des lots séparés.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant (acte modificatif signé par les deux parties) :
 - annexe n°1 : annexe financière (DPGF et BPU/DQE) ;
 - annexe n°2 : détails des moyens humains et des heures ;
 - annexe n°3 : livret de sécurité du prestataire ;
 - et autres annexes mentionnées en rubrique B1 de l'acte d'engagement le cas échéant ;
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- le cadre de réponse technique du titulaire, et ses éventuelles annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- les éventuelles autres pièces constitutives de l'offre du titulaire ;
- les bons de commandes relatifs aux prestations hors forfait

Toutes les conditions non prévues dans le présent CCAP ou le code de la commande publique relèvent de l'article du CCAG FCS qui traite du sujet.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de la date de réception de la notification d'attribution par le titulaire.

Les prestations débuteront à compter du 1er juillet 2026.

Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire du marché procède à la mise en place des prestations et à la reprise du personnel avec le titulaire sortant.

A compter de la notification d'attribution du marché, celui-ci produira ses effets jusqu'au 31 décembre 2027.

Sur décision unilatérale de la CPAM du Haut-Rhin, le contrat pourra ensuite être reconduit tacitement pour une nouvelle période d'UN MOIS à 6 (six) reprises.

En cas de décision de non reconduction, celle-ci sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant la fin de la période.

Le non renouvellement n'ouvre droit à aucune indemnité.

Sans préjudice des dispositions de l'article 38 et suivants du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par l'organisme à tout moment avec préavis de deux mois. Le cas échéant, la résiliation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de déterminer une date certaine de réception. Les effets de la résiliation seront appréciés, selon les circonstances de l'espèce, au regard des dispositions du CCAG-FCS.

Il est précisé que le présent marché porte sur la période qui précède l'intégration du bâtiment Siège actuel (19 boulevard du Champ de Mars à Colmar) dans un autre bâtiment qui sera réhabilité dans cette même période. L'occupation de ce site réhabilité devrait être effective au cours du 1^{er} semestre 2028. Au regard d'éventuels retard, des périodes de reconductions sont prévues pour pallier ce risque.

ARTICLE 5. QUANTITES ET ETENDUE

5.1. Minimum et maximum des commandes

Les prestations régulières seront à exécuter sur la base d'un forfait. Des vacations complémentaires pourront éventuellement être commandées dans le cadre des bons de commande établis sur la base des prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum estimé à 5 000 € HT/an.

5.2. Réalisation de prestations similaires

La CPAM se réserve la possibilité de recourir à un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique. Il est précisé que la durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

6.1. Obligations du titulaire

Si l'un des titulaires du marché envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, il devra en faire la demande au Directeur de la CPAM du Haut-Rhin conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La sous-traitance de certaines parties du marché est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de la CPAM du Haut-Rhin et de l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de la CPAM du Haut-Rhin.

6.2. Modalités d'acceptation du sous-traitant

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur une déclaration (cf. le formulaire DC4) mentionnant :

- ✓ La nature des prestations sous-traitées ;
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- ✓ Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- ✓ Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- ✓ Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au code de la commande publique (cf. les articles L2141-1 et suivants).

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R2191-3 à R2191-31 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, le cas échéant, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Que cela soit dans le cas 1° ou dans le cas 2°, si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces mentionnées ci-avant, une déclaration signée du sous-traitant comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... ayant pour objet

.....
Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées et adressées selon les modalités prévues aux articles R2193-11 et R2193-14 du code de la commande publique. Libellés en euros, les prix resteront inchangés en cas de variation de change ; Toutes les correspondances que je pourrais adresser à la CPAM seront rédigées en français. »

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties (cf. le formulaire DC4). Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En tout état de cause, la CPAM se réserve le droit de refuser le sous-traitant si les garanties présentées n'apparaissent pas suffisantes notamment pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées au 6° de l'article 4 et à l'article 121 de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par la CPAM de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure avec son sous-traitant un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à la CPAM.

6.3. Modalités relatives au paiement du sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros toutes taxes comprises, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la CPAM, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le paiement direct est obligatoire même si le titulaire du marché est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

La demande de paiement direct adressée au titulaire et à l'acheteur est libellée au nom du pouvoir adjudicateur CPAM. Les factures en revanche doivent être libellées au nom du titulaire du marché public qui est le seul responsable de la bonne exécution des prestations à l'égard de l'acheteur.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé ce délai, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées ci-avant ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à la CPAM accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

La CPAM adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

La CPAM procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Le délai de paiement du sous-traitant ouvrant droit à paiement direct court à compter de la plus tardive des formalités suivantes :

- La réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord exprès du titulaire concernant la demande de paiement du sous-traitant ou de son accord tacite, si dans le délai de 15 jours qui lui est imparti, il n'a pas formellement opposé son refus au paiement direct ;
- La réception par l'acheteur de la copie de la facture adressée au titulaire et de l'accusé de réception attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement du sous-traitant.

ARTICLE 7. PERIMETRE DES PRESTATIONS

7.1. Les prestations réalisées dans le cadre du forfait

Dans le cadre de son forfait, le titulaire doit exécuter les prestations conformément aux modalités définies dans le CCTP (nature des prestations, fréquence a minima, horaire d'intervention et toutes conditions arrêtées au CCTP).

Les prestations pourront être étendues ou réduites, en fonction de l'évolution des besoins de la CPAM du Haut-Rhin. La formalisation de ces changements se fera par voie d'actes modificatifs.

En cas d'inexécution des prestations demandées, le pouvoir adjudicateur peut solliciter un tiers pour l'exécution du marché, aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Le non- respect des délais fera l'objet des pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

7.2. Les prestations hors forfait – bons de commande

Le présent marché est basé sur une partie à bons de commandes afin de permettre au titulaire de répondre aux besoins ponctuels de la CPAM et/ou à différentes contraintes.

Avant toute intervention hors forfait, le prestataire établira un devis basé sur les tarifs unitaires indiqués dans l'offre financière (annexé à l'acte d'engagement), tenant compte de la prestation demandée et de sa durée de réalisation.

Ces prestations supplémentaires seront confirmées par un bon de commande de l'organisme, signé par Monsieur le Directeur de la CPAM, ou toute autre personne habilitée à signer lesdits bons de commande.

Le bon de commande devra, notamment, préciser :

- ✓ la référence du marché ;
- ✓ la nature de la prestation demandée ;
- ✓ la date d'exécution de la prestation demandée ;
- ✓ le lieu de réalisation de la prestation ;
- ✓ le prix total HT, le prix de la TVA et son taux ainsi que le montant TTC de l'intervention.

Il devra être notifié au Titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations. Celui-ci confirmera sa prise en compte par renvoi d'un accusé de réception signé et retourné par courriel. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

En cas de non-exécution d'un bon de commande, il sera fait application des pénalités de retard prévues à l'article 17 du présent CCAP.

Les prestations à la demande seront réglées sur présentation de la facture établie après l'exécution de la prestation conformément au bon de commande établi et notifié à l'entreprise. Ces prestations hors forfait seront donc payées en sus, le cas échéant.

L'organisme n'est tenu à aucun montant minimal concernant cette partie du marché

ARTICLE 8. DEFINITION DES PRESTATIONS

8.1. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

L'obligation de résultat est une obligation en vertu de laquelle le titulaire est tenu d'un résultat de qualité, précis et vérifiable.

Sa responsabilité sera engagée sur la simple constatation que le résultat attendu n'a pas été obtenu.

Les prestations, les fréquences ainsi que les sites concernés par le présent marché sont détaillés dans le CCTP, étant rappelé que les fréquences sont indiquées au titulaire à titre minimal.

Il lui appartiendra d'atteindre les résultats attendus en mettant en œuvre toutes les prestations nécessaires afin que le niveau de qualité obtenu soit conforme au regard de l'hygiène et de la propreté déterminées selon les différents locaux.

Il est rappelé que les principales catégories de prestations attendues, sont :

1. nettoyage courant des locaux ;
2. nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure ;
3. ouverture et fermeture des portes d'accès uniquement pour le Siège (19 boulevard du Champ de Mars – Colmar),

8.2. Continuité de services

Le prestataire est tenu d'assurer la continuité du service en toutes circonstances, à ses frais.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

8.3. Reprise du personnel

En application de l'article L 1224-1 du code du travail et de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté, le titulaire du présent marché s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché, dans les conditions prévues par ces textes.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41.1 du CCAG de fournitures courantes et de services.

Le délai de reprise du personnel ne peut en aucun cas dépasser le délai d'un mois à compter de la date de notification du marché. Le nouveau titulaire devra contacter directement la société sortante afin d'obtenir la liste du personnel à reprendre, accompagnée d'une copie des contrats de travail et des dossiers. Il réalisera, avec diligence, toutes les opérations nécessaires à la reprise du personnel en place.

Le titulaire sortant mettra tout en œuvre pour que les prestations de nettoyage et entretien se poursuivent sans interruption durant ce délai de reprise.

Les renseignements concernant l'obligation de reprise de personnel figurent en **annexe n°1** du présent CCAP.

8.4. Modalités de communication entre les parties – réunion de démarrage

Dès notification du marché, les parties désignent une ou plusieurs personnes physiques habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Les parties conviennent que les informations ou décisions peuvent être notifiées par courriel avec accusé de réception. A cet effet, chaque partie désignera, en début de marché, une adresse électronique utilisable à ces fins.

Une réunion sera planifiée après notification du marché à l'attributaire.

8.5. Accès aux locaux

Le titulaire du marché devra veiller à tenir à jour la liste du personnel intervenant car seules les personnes figurant sur cette liste seront autorisées à pénétrer dans les bâtiments.

Le titulaire s'engage à intervenir dans le respect des contraintes de fonctionnement et des consignes de sécurité de l'organisme.

Les conditions d'accès aux locaux seront définies en accord avec son représentant et dans le respect des horaires prévus.

Le titulaire se verra ainsi confier des moyens d'accès aux locaux, lesquels devront obligatoirement être restitués en fin de marché. En cas de perte ou de vol des badges d'accès ou des clés, le titulaire avisera aussitôt la CPAM des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et facturés au titulaire, au tarif en vigueur.

S'agissant des locaux sensibles (locaux informatiques, archives), le prestataire devra impérativement être accompagné lors de son intervention, par une personne habilitée à pénétrer dans ces lieux.

8.6. Systèmes de sécurité dans les bâtiments de l'organisme

La CPAM du Haut-Rhin dispose de plusieurs systèmes de sécurité :

- ✓ détection incendie ;
- ✓ boutons agressions.

Le détail de ces installations sera communiqué au titulaire lors de la première réunion de mise en place du marché.

8.7. Engagement environnemental

L'objectif poursuivi par la CPAM du Haut-Rhin est d'assurer la qualité de la prestation et le respect de ses engagements sociaux et environnementaux (cf. la charte RSO).

Dans tous les cas, les véhicules que le titulaire utilisera dans le cadre de l'exécution de ce marché ne devront pas dépasser les seuils d'émission en CO²/km suivants :

- ✓ En cas de véhicule particulier : 130 g de CO²/km,
- ✓ En cas de véhicule utilitaire léger (charge inférieure ou égale à 3,5 tonnes) : 170 g de CO²/km.

A défaut de respect des engagements environnementaux ci-avant, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

8.8. Normalisation et respect de la réglementation

Le titulaire veillera à exécuter ses prestations conformément aux normes et réglementations en vigueur, dont la norme NF X50-791, et/ou spécifications techniques précisées dans le présent document. Le titulaire s'engage à communiquer à l'organisme toute modification des normes en vigueur.

Le titulaire veillera également à garantir la conformité des fournitures afférentes au présent marché aux normes homologuées applicables en France.

Le titulaire devra respecter en particulier les dispositions réglementaires et légales françaises, en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires, la CPAM du Haut Rhin n'étant en aucun cas responsable des manquements du titulaire.

8.9. Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivants la date de notification du marché au Titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté aux responsables de l'Organisme un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'auraient à subir le Titulaire lors d'une crise. Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur sites de l'Organisme.

8.10. Délais, admission, réfaction et rejet

8.10.1. Délais de remise ou de mise en place de documents par le titulaire

Désignation des documents	Délais
Justifications d'assurance	15 jours à compter de la notification, puis à chaque échéance de date de validité
Liste nominative des travailleurs	8 jours à compter de la notification
Calendrier mensuel des prestations initial ou réactualisé	20 jours à compter de la notification ou de la réunion entraînant sa mise à jour
Liste des matériels	15 jours à compter de la notification
Liste des produits et leurs fiches de données de sécurité	15 jours à compter de la notification
Plan de prévention	15 jours à compter de la notification
Mise en place sur chaque site du cahier de liaison	Avant début d'exécution et maintien sur site
Mise en place sur chaque site du cahier de présence	Avant début d'exécution et maintien sur site
Liste d'émargement « livret de sécurité » (cf. article 18.2)	Avant début d'exécution et prise de fonction par tout personnel nouvellement affecté à l'exécution du marché
Pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, ou un formulaire NOTI 2	Tous les 6 mois, à compter de la date de notification d'attribution du contrat

8.10.2. Admission, réfaction, ajournement et rejet

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement. Il est fait application des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux stipulations du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il prononce le rejet partiel ou total dans les conditions énoncées à l'article 30.4 du CCAG-FCS.

En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau les prestations de nettoyage. Le titulaire devra prendre contact avec le représentant de la CPAM du Haut-Rhin, dès la décision de rejet prononcée, afin de prendre toutes les dispositions pour effectuer cette remise en état.

8.11. Situation de compte

Sur demande éventuelle de l'organisme, le titulaire devra fournir un relevé des comptes de l'organisme dans ses livres, arrêté au 31 décembre de l'année échue, et faisant ressortir la position du compte de l'organisme à cette date. Les comptes concernés dans les livres du titulaire sont les comptes 411 (ventes facturées) et 418 (produits à recevoir).

ARTICLE 9. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

9.1. Modifications non substantielles

Conformément aux dispositions de l'article R2194-7 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1. Introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
2. Modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;
3. Modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;
4. Avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R2194-6 du Code de la commande publique.

9.2. Clauses de réexamen

Les éventuels changements concernés par le présent article sont notifiés par la CPAM par **ordre de service** émis par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception.

Les modifications et prestations supplémentaires ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

- **Changement de produit :** Le titulaire informera la CPAM du Haut-Rhin de tout changement de produit. Il devra proposer des produits de substitution pour des prestations de qualité au moins équivalente. Cette substitution de produit ne pourra être effective qu'après validation écrite de la CPAM du Haut-Rhin. Cette validation s'effectuera par ordre de service.
- **Changement de norme :** En cas de changement de norme impactant les prestations, les prix pourront éventuellement être ajustés, en regard et proportion des surcoûts dûment justifiés par le titulaire et validés par la CPAM. Le cas échéant, les nouveaux prix sont actés par ordre de service.
- **Modification de la clause de révision des prix du marché :** La clause de révision des prix peut être modifiée en cas de survenance d'événements qui pourraient altérer l'équilibre financier du marché, comme la disparition d'un indice de révision des prix du marché.
En cas d'extinction d'un indice de variation des prix prévu au présent CCAP, celui-ci pourra être substitué par un nouvel indice (indice très spécifique ou plus général). A défaut d'accord des parties, les derniers prix du marché sont ceux applicables jusqu'à la fin du marché (prix fermes pour la durée restante du marché). Le changement ou le gel des prix du marché sera notifié par ordre de service.

Les modifications énoncées ci-avant, ainsi que toutes autres modifications ou prestations supplémentaires notifiées par ordre de service, sont soumises aux dispositions de l'article 23 du CCAG-FCS.

Sans préjudice des dispositions du CCAG-FCS relatives aux avenants, les modifications suivantes pourront être convenues entre les parties, et formalisées par **avenants** :

- **Changement de titulaire du marché :** Un changement de titulaire pourra éventuellement être acté sous réserve de capacité du nouveau titulaire (cf. les dispositions de l'article R2194-6 du code de la commande publique et les justificatifs de capacité exigées des candidats lors de la mise en concurrence).
En cas de changement de titulaire du marché, le nouveau titulaire s'engage obligatoirement à faire perdurer l'ensemble des droits et obligations du contrat initial. Le nouveau titulaire du marché est substitué à l'ancien titulaire pour l'ensemble de la période d'exécution du contrat, y compris pour celle s'écoulant avant le changement. Le changement de titulaire est acté par avenant.
- **Prise en compte de nouveaux besoins :** (retrait, ajout ou modification de prestations sur demande du pouvoir adjudicateur) : de nouveaux besoins pourront être pris en compte dans la limite des dispositions prévues par le code de la commande publique. Le cas échéant, les modifications donneront obligatoirement lieu à la conclusion d'un acte modificatif du contrat signé par les deux parties (avenant).
- **Circonstances imprévisibles :** En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, il pourra être fait application des dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS
- En cas de retard dans la livraison du bâtiment destiné à devenir le futur siège, actuellement en cours de réhabilitation, les prestations seront susceptibles de faire l'objet d'une prolongation

ARTICLE 10. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

La CPAM du Haut-Rhin peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE – LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions du présent article. En cas de sous-traitance, les mêmes obligations s'imposent au sous-traitant.

11.1. Confidentialité - RGPD

Chaque partie au contrat s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que sont considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- ✓ Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles ;
- ✓ Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat ;
- ✓ Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat ;
- ✓ Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat ;
- ✓ Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie ;
- ✓ Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission ;
- ✓ Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité. Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- ✓ La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat ;
- ✓ Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction ;
- ✓ Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

11.2. Livret de sécurité du prestataire – liste à émarger

Pendant toute la durée du contrat, la CPAM du Haut-Rhin doit être tenue informée des personnels et mouvements de personnels intervenants dans ses locaux.

Le titulaire s'engage à diffuser le **livret de sécurité du prestataire** à l'ensemble des personnels qui interviennent pour l'exécution du présent marché (tout personnel en charge de l'exécution du marché, inclus les personnels des co-traitants et des sous-traitants, le cas échéant). A cet effet, le titulaire remet à la CPAM du Haut-Rhin, en début d'exécution du marché, et au fur et à mesure des changements, une liste émarginée par les personnels concernés.

Cette liste présentera pour chaque personne les informations suivantes :

NOM / PRENOM / SOCIETE / DATE / SIGNATURE dans une colonne intitulée « J'ai bien pris connaissance du Livret de Sécurité du Prestataire et m'engage à en respecter les clauses ».

ARTICLE 12. CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

12.1. Forme du prix

✓ **Prestations principales comprises dans le forfait :**

Le présent marché est conclu à prix **forfaitaire**, en application du 2° de l'article R2112-6 du code de la commande publique.

✓ **Prestations hors forfait :**

Les prestations supplémentaires sont conclues à prix **unitaire**. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Ces prix sont stipulés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

12.2. Nature du prix

Les prix sont **fermes** durant les 6 premiers mois d'exécution du contrat soit jusqu'au 31/12/2026.

Au cours de la période initiale, soit du 01/07/2026 au 31/12/2027, la révision des prix pourra intervenir tous les 6 mois.

En cas de reconduction, les prix pourront alors être révisés au 31/12/2027.

12.3. Contenu du prix

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Tous les produits de nettoyage, les sacs poubelle, ainsi que les équipements nécessaires à l'exécution des prestations sont inclus.

Le prix forfaitaire mensuel inclus l'ensemble des prestations décrites au CCTP, avec la périodicité d'exécution précisée.

12.4. Mise à jour du prix - révision

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P0 \left\{ 0,90 \frac{\text{Indice N}}{\text{Indice N0}} \right\} + \left\{ 0,10 \frac{\text{Indice F}}{\text{Indice F0}} \right\}$$

dans laquelle les indices de référence sont les suivants :

P = Prix révisé

P0 = Prix d'origine

Indice N = Est la dernière valeur connue de l'indice « Nettoyage courant, marché public » (CPF 81.21 - Base 2021 – Identifiant 010766785), au mois de révision.

Indice NO = Est la valeur de référence de l'indice « Nettoyage courant, marché public » (CPF 81.21 - Base 2021 – Identifiant 010766785), à la date limite de remise des offres (mois 0)

Indice F = Est la dernière valeur connue de l'indice Savons, détergents et produits d'entretien » (CPF 20.41 - Base 2021 – Identifiant 010764147), au mois de révision.

Indice FO = Est la valeur de référence de l'indice connu « Savons, détergents et produits d'entretien » (CPF 20.41 - Base 2021 – Identifiant 010764147), à la date limite de remise des offres (mois 0).

Clause butoir :

Dans la mesure où au cours d'une période de six mois les prix ainsi révisés viennent à dépasser le seuil de 3 %, par rapport aux prix précédemment pratiqués, la révision globale de cette période sera limitée à ce pourcentage.

ARTICLE 13. FACTURATION

13.1. Modalités relatives à la facturation

En cas de groupement, seul le mandataire est habilité à présenter une demande de paiement.
En cas de groupement ou de sous-traitance, il est fait application de l'article 12 du CCAG-FCS.

Les factures, au format papier, seront établies mensuellement par le prestataire, en deux exemplaires et transmises dans les 15 premiers jours du mois suivant celui de l'exécution des prestations.

L'ensemble des prestations du mois précédent sera récapitulé sur une facture unique, datée et numérotée, qui portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- le détail des prestations effectuées,
- les prix mentionnés dans les documents contractuels,
- les sous-totaux par site,
- les montants hors taxes et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA,
- le total toutes taxes comprises,
- la date d'établissement de la facture,
- l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement

En cas de groupement, seul le mandataire est habilité à présenter une demande de paiement.
En cas de groupement ou de sous-traitance, il est fait application de l'article 12 du CCAG-FCS.

Toute facturation électronique devra présenter par ailleurs toutes les mentions obligatoires prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique modifié par le décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, soit :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures électroniques comportent en outre les **numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture**, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

En cas d'actualisation ou de révision des prix, le titulaire joindra le détail des calculs aboutissant aux nouveaux prix unitaires. Il joindra également un bordereau des prix révisés.

13.2. Modalités de transmission de la facturation

Les titulaires devront transmettre leurs factures via le portail CHORUS PRO.

En cas d'impossibilité d'utiliser CHORUS PRO, les factures **électroniques** sont à transmettre au courriel suivant :

Gda.ordo.cpam-hautrhin@assurance-maladie.fr

ARTICLE 14. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché public peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-55 du code de la commande publique est le Directeur de la CPAM du Haut-Rhin ou son représentant habilité.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 15. ACOMPTES ET AVANCES

15.1. Acomptes

Sans objet.

15.2. Avances

Pour les Prestations récurrentes :

Sauf renonciation expresse à l'acte d'engagement, le titulaire a droit au versement d'une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option A est retenue.

➤ Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique alors le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

➤ Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique alors le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Pour ce qui est des modalités de remboursement de l'avance, il est fait application des articles R.2191-11 à 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 16. REGLEMENT

Le paiement sera effectué en créditant le compte ouvert au nom du titulaire.

Les sommes dues seront payées en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 dans un délai maximum de **trente jours** à réception d'une **facture conforme** par la CPAM du Haut-Rhin.

Le titulaire devra avertir sans délai l'organisme de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original.

Les prestations, acceptées donnent lieu à paiement(s) définitif(s). Le cas échéant, le montant des pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP sera retenu par compensation sur les règlements au titulaire.

En cas de retard de paiement, il sera fait application des dispositions du décret précité. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM du Haut-Rhin en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité :

- au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 17. PENALITES

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de dix jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards ou manquement constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent selon les dispositions ci-après.

En cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire, le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire pourra être exonéré des pénalités de retard et les délais d'exécution pourront dans ce cas être par ailleurs être prolongés sur décision de la CPAM du Haut-Rhin.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'exécution et la date limite.

Les pénalités s'appliqueront comme suit :

17.1. Pénalités pour non-conformité relative à la qualité

Si après contrôle qualité réalisé dans les conditions énoncées à l'article 8.3. du CCAP, l'objectif n'est pas atteint, les pénalités suivantes sont appliquées :

NIVEAU DE PENALITES	POURCENTAGE DE RESULTATS CONFORMES	PENALITES CALCULEES SUR LA BASE DU FORFAIT MENSUEL DU LOT
Niveau 1	De 80 à 90 %	5 %
Niveau 2	De 60 à 79,99 %	15 %
Niveau 3	Inférieur à 60%	30 %

17.2. Pénalités spécifiques

Indépendamment et cumulativement, il peut être fait application des pénalités suivantes, sans avertissement préalable. Les jours sont des jours calendaires.

Non réception d'un document dont la transmission est prévue par le marché, par jour de retard	50 € HT
Non actualisation de la liste du personnel, par cas constaté	50 € HT
Utilisation non autorisée d'un équipement, produit ou matériel, par cas constaté	75 € HT
Travail non réalisé, par cas constaté	75 € HT
Non-respect des outils de traçabilité, par cas constaté (cahier de présence, cahier de liaison)	75 € HT
Non-respect du tri, par cas constaté	50 € HT
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique, par cas constaté	75 € HT
Non étiquetage des produits utilisés	75 € HT
Non-respect des protocoles en zones à risques, par cas constaté	100 € HT
Introduction d'un tiers non autorisé, par cas constaté	200 € HT
Non-respect des consignes de sécurité définies au plan de prévention et au cahier des charges	75 € HT
Locaux ou fenêtres non refermés après prestations, par cas constatés.	75 € HT et non paiement de la prestation
Non extinction des lumières après exécution des prestations de nettoyage	50 € HT
Non-respect du calendrier d'intervention pour les tâches dont la fréquence est supérieure à 1 mois, par jour	50 € HT
Non approvisionnement de distributeurs de papier, de savon et essuie mains, par cas constaté	75 € HT
Absence aux réunions programmées	75 € HT
Perte de clé	30 € HT
Absence d'action correctrice	75 € HT
Non transmission des données relatives au personnel à reprendre en fin de marché, par jour de retard	150 € HT

ARTICLE 18. DOMMAGES ET RESPONSABILITE

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 19. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A l'attribution du marché, puis en cours d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation en cours de validité établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

En cours d'exécution du marché, et conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à produire dans un délai de quinze jours une attestation d'assurance en cours de validité sur toute demande faite par la CPAM du Haut-Rhin ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance.

A défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.1.f du CCAG-FCS.

ARTICLE 20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Il est fait application de l'ensemble des dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire fournira, sur simple demande de la CPAM, toutes déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Par ailleurs, le titulaire du marché fournira spontanément six mois après la notification du marché, puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CPAM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

A défaut de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation pour faute du marché selon les dispositions des articles 41 et 43 du CCAG-FCS.

ARTICLE 21. STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS

En cas de groupement conjoint (cf article R2142-20 du code de la commande publique), et en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article R2142-24 du code de la commande publique, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'organisme pour l'exécution du marché.

ARTICLE 22. RESILIATION DU MARCHE

En sus des modalités de résiliation prévues à l'article 4 du présent CCAP, les modalités de résiliation du présent marché sont celles des articles 38 à 42 et 45 du CCAG-FCS.

La CPAM du Haut-Rhin se réserve ainsi notamment le droit de résilier le présent contrat aux torts du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, en cas d'acte frauduleux, d'infractions à la législation ou à

la réglementation, d'incapacité à respecter les clauses du présent contrat après mise en demeure préalablement notifiée.

En cas de résiliation, un décompte de résiliation sera établi dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

En complément des dispositions visées ci-dessus, il est admis par le titulaire que les contrôles qui conduiront à un constat d'insatisfaction pourront entraîner un avertissement, qui est porté à la connaissance de l'entreprise par lettre recommandée avec accusé de réception.

Après trois avertissements sur une période de 6 mois consécutifs, l'organisme pourra résilier pour faute le présent contrat, avec un préavis d'un (1) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 23. LITIGES, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec la CPAM du Haut-Rhin est celle exposée à l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties contractantes peuvent également recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Pour tout litige survenant au sujet de l'exécution du présent contrat, les tribunaux seuls compétents seront les tribunaux civils dont la juridiction s'exerce sur la localité de Colmar.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

La monnaie de compte est l'euro.

ARTICLE 24. DEROGATION AU CCAG FCS

Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP introduisant ces dérogations
14.1 Pénalités pour retard	12 Pénalités